

Préambule au CSE

19 & 20 octobre 2021

Les salariés comme variable d'ajustement

Un peu d'économie marxiste. Dans le système capitaliste, qu'est-ce qui donne de la valeur au travail ? C'est sa marchandisation, qui nécessite de le réduire à une entité mesurable, le temps de travail, ou pour parler un langage qui nous est familier, un Équivalent Temps Plein, un ETP. A partir de là, l'économie capitaliste distingue le travail concret, effectué par un individu sur la base de ses connaissances, sa formation, son expérience, son habileté ou son talent, du travail abstrait, facilement interchangeable, transférable, remplaçable, dépouillé de toutes ses particularités, attaché à un outil qui s'intègre dans une chaîne de production, un workflow comme on dit, dans le but de produire un bien de consommation, dont la valeur est elle aussi mesurable en termes abstraits, c'est-à-dire monétaires.

France télévisions étant une entreprise publique, elle n'est pas dépendante d'un marché, mais d'une mission de service public, qui n'est pas monnayable, et d'un seul actionnaire, l'État, qui lui demande de faire des économies. Du coup, sa seule marge de manœuvre, c'est le salarié, qui devient la variable d'ajustement d'un système managériale calqué sur le modèle capitaliste.

Ainsi, il faut réduire les ETP, mais sans réduire l'activité, mission de service public oblige. On imagine que l'entreprise gagne en productivité, avec les nouveaux outils numériques sensés faciliter la vie des salariés et rendre les tâches plus agréables. Enfin, c'est comme ça que le progrès technologique nous est vendu. Mais comme les choses ne se passent pas exactement ainsi, ça craque de toutes parts.

- Ça craque à la rédaction numérique, où les salariés lancent une alerte sur la dégradation de leurs conditions de travail, la multiplication des tâches dans un contexte de réduction des effectifs. Demander toujours plus, avec toujours moins de personnel, ne peut tenir lieu de politique managériale.
- Ça craque également à la rédaction nationale, où la SDJ de France 2 a mis en lumière le manque d'effectifs tandis que les éditions vivent dans le stress permanent depuis la rentrée, à cause d'un système, Dalet, couplé à NRCS et Open media, qui n'est pas opérationnel au moment où il est livré. Qui achèterait une voiture qui ne passe pas le contrôle technique ? France télévision se dote d'une technologie qui non seulement n'est pas adaptée à ses besoins, mais oblige les salariés à s'adapter dans la douleur.

La surcharge de travail se ressent dans de nombreux secteurs, alors que l'activité reprend à une allure normale avec, on l'espère, une sortie de crise sanitaire. La RCC suit son cours et la direction fait appel à plus de CDD, elle

recourt massivement aux heures supplémentaires, comme on le verra dans le point emploi. Mais ça ne suffit pas. A la Fabrique, la direction se dit étonnée du départ soudain de tant de salariés. Mais qu'attend-elle pour les remplacer ? La politique du « deux départs pour une arrivée » est un dogme qu'il faut réviser de toute urgence.

Les salariés sont à tel point des entités abstraites pour la direction qu'elle a envisagé un temps de transférer en bloc près de 90 d'entre eux, d'une entreprise à une autre, comme des paquets que l'on se refile. Un poids, une charge, que l'on bascule par un simple jeu d'écritures. Le drame que France télévisions a évité de justesse rappelle à quel point les salariés sont des êtres concrets, avec une histoire, un parcours professionnel, des individus attachés à leur travail comme à leur entreprise, qui ont droit à plus d'égards qu'un simple courrier leur rappelant les dispositions dont ils pourront bénéficier dans le cadre du code du travail.

On peut voir également le manque de considérations pour le travail concret des salariés, ses spécificités, les façons de faire, la culture d'entreprise, qui n'est pas la même d'une antenne à l'autre, dans les opérations de fusion, et dernièrement, le déménagement de bureaux de France 2, dont on espère qu'il n'augure pas de mouvements de plus grande envergure. On change les salariés de place, sans les accompagner, et en laissant planer le doute sur les intentions qui se cachent derrière.

Tout cela est dévastateur et ne peut conduire qu'à des situations de tension, de conflit. La colère qui monte aujourd'hui dans les services, c'est la résistance d'humains concrets qui ne se laissent pas réduire à une simple quantité dans un plan social permanent. Ce sont des individus qui disent : « Nous ne sommes pas que des ETP ! ».

Paris, le 19 octobre 2021